



Ce que disait Raymond Rochaix,
Secrétaire Général de l'U.D CGT Savoie
sur la guerre d'Algérie en 1962

Ce que disait Raymond Rochaix en ouverture de la Commission Administrative (ancienne CE) de l'UD le 14 janvier 1962.

Document manuscrit de 43 pages dont on a extrait les pages 18 à 43 car traitant de la situation en Algérie (et en France).

La guerre d'Algérie est entrée dans sa huitième année.

Le danger du fascisme dans notre pays n'a jamais été aussi grand, c'est pourquoi je n'insisterai pas davantage sur les revendications qui découlent de la situation faite aux travailleurs par la politique gaulliste, vous les connaissez il faut poursuivre dans les entreprises tout en accentuant la lutte contre le fascisme, pour imposer la négociation avec le GPRA.

La guerre d'Algérie est entrée dans sa huitième année dont plus de la moitié sous le régime gaulliste bien qu'on nous ait promis pour 1961 la fin de cette guerre il faut noter que dans son dernier discours il a été prudent et n'a pas de ce fait éclairci les problèmes.

Bien qu'on parle à longueur de discours de la fin des combats pour la première semaine de janvier 113 tués en Algérie et ça continue ; on peut dire que la situation se détériore de plus en plus tant en Algérie qu'en France où les attentats se multiplient

- Contre des personnalités de tous horizons
- Contre les bourses du travail et sièges de partis politiques.

Au moment où le pays est de plus en plus en proie au désordre, aux attentats, au terrorisme de l'OAS, alors qu'il doit faire face au péril menaçant du fascisme, le président de la République ose prétendre dans son discours de fin d'année que tout va bien, il vante son régime.

Mais ne prend ni annonce, aucune mesure contre les organisations factieuses pour écarter la menace qu'elles font peser, pour châtier les criminels et les complices qui sont connus.

Il tente à nouveau pour détourner l'attention de développer l'antisoviétisme, qui a déjà fait tant de mal à la France, aboutissant en fait au refus de négocier pour

résoudre les problèmes de la Paix dans le monde notamment celui de la conclusion du traité de paix allemand.

De plus, les propos provocateurs qu'il a tenus dans son message à l'armée ne manqueront pas d'encourager les revanchards allemands, risquant ainsi d'aggraver la situation internationale.

C'est les mansuétudes de régime qui permettent aux activistes de l'OAS de devenir de plus en plus agressifs, ils trouvent dans le pouvoir gaulliste toutes les complaisances voulues pour des vols d'armes dans les casernes pour des vols d'appareils émetteurs leur permettant de préparer leurs mauvais coups.

Les forces les plus réactionnaires dans les milieux capitalistes et gouvernementaux, dans l'administration, l'armée et la police soutiennent ces éléments factieux en Algérie et en France.

Pour eux une dictature, le fascisme, c'est la possibilité non seulement de maintenir coûte que coûte le colonialisme en Algérie mais aussi d'empêcher par la violence les travailleurs de défendre leurs intérêts.

C'est la perspective de détruire leurs organisations syndicales indépendantes comme l'on fait Mussolini en Italie, Hitler en Allemagne, Franco en Espagne et Pétain en France.

La gravité du danger apparaît chaque jour d'avantage, ce n'est pas parce qu'il n'y a pas eu de plasticage en Savoie que l'OAS n'existe pas.

Ils se sont manifesté à Chambéry, où il y'a eu des inscriptions, et ils se réunissent régulièrement dans des cafés ou d'autres lieux pour préparer le moment venu l'attaque contre les édifices publics et postes clefs, c'est connu.

Ne pas sous-estimer, camarades, qu'on en est là, que de nombreux fascistes d'Algérie sont en métropole et préparent le moment favorable.

Dans cette bataille le peuple doit compter avant tout, sur ses propres forces, sur son action résolue et unie.

Nous n'avons rien à attendre de De Gaulle pas plus pour lutter contre l'OAS que pour reprendre les négociations avec le GPRA alors qu'il en aurait les possibilités si l'on s'en tient au communiqué publié par le gouvernement provisoire algérien.

Dans ce communiqué le GPRA a noté l'évolution vers une solution pacifique et négociée du problème algérien.

Il a réaffirmé sa volonté de hâter l'heure la paix en Algérie et de réaliser un accord permettant une application sincère et loyale du choix du peuple algérien à

l'autodétermination et à l'indépendance, application entourée de toutes les garanties nécessaires pour le peuple algérien, ainsi que celles concernant les intérêts légitimes de la France, et des « Européens d'Algérie ».

Il est donc confirmé que rien du côté algérien, ne fait empêchement à la paix.

La seule exigence du GPRA c'est que le droit du peuple algérien à l'autonomie et à l'indépendance, droit reconnu dans les mots, puisse s'exercer dans les faits, dans la réalité.

Autrement dit, il ne demande pas autre chose à De Gaulle que de mettre ses actions en accord avec ses paroles.

Il serait donc possible de reprendre les négociations avec la perspective d'aboutir, mais c'est là oublier que le pouvoir est issu du complot d'Alger, et qu'actuellement par son comportement De G donne plus de garanties aux fascistes qu'aux démocrates qui manifestent contre l'OAS comme ça a été le cas à Paris lors des manifestations du 19 décembre.

Pour barrer la route au fascisme, le peuple ne doit donc compter que sur lui.

La classe ouvrière, les forces démocratiques constituent l'immense majorité du pays, pour assurer le succès de la lutte contre le fascisme, pour la reprise des négociations sans se confondre, ces actions s'épaulent réciproquement.

Il faut les développer et renforcer l'unité de la classe ouvrière qui est devenue l'impératif du moment.

Seule l'action unie sans exclusive est déterminante et permettra la mise hors d'état de nuire des terroristes de l'OAS et contribuera à mettre fin rapidement à la guerre d'Algérie qui nourrit le fascisme comme nous n'avons cessé de le dire.

Il ne nous faut pas sous-estimer qu'ensemble par le 1^{er} février 1960 et le 24 avril 1961 barrer la route au coup de force d'Alger, c'est la persévérance de la CGT qui avait contraint les dirigeants de la CFTC, de la FEN et de l'UNEF à s'associer aux mots d'ordre d'action.

Le 19 décembre malgré la position des dirigeants de FO un grand nombre d'adhérents, des militants ont pris position pour l'action, c'est positif.

Mais de toute évidence, le succès de cette journée aurait été plus grand si la confédération FO n'avait été hostile à participer à cette journée ; tout cela il faut le dire aux adhérents de FO.

Leur montrer qu'au moment où le danger fasciste grandit que Bothereau lui s'oppose à l'unité, que pour se disculper il multiplie ses déclarations calomnieuses contre la CGT, le parti communiste.

Montrer qu'en agissant ainsi Bothereau par les campagnes anti-cégétistes et anticommunistes s'apparente étrangement avec les campagnes menées par l'OAS, par le pouvoir gaulliste.

Que ces campagnes n'ont d'autres buts que de diviser les travailleurs, les démocrates qu'elles servent en définitive l'OAS, les forces de réaction et le fascisme.

Pour donner toutes ces explications je pense qu'il serait bien dans les entreprises où FO a des bases de distribuer la lettre qu'a faite la CA de la CGT au militants et adhérents de FO ; il pourrait ainsi juger de la responsabilité que prend Bothereau (je vous signale que cette lettre va être imprimée, que vous recevrez donc).

Face à ces nouvelles manœuvres de division et devant la menace accrue que font peser sur le pays les activistes, la CA de CGT a publié la déclaration suivante :

Cf. Déclaration CGT du 10 janvier 1962 en annexe 1

Pas pour rien que la CGT a fait une telle déclaration, elle a voulu souligner avec force le danger imminent qui se précise en France même.

Car le coup de force sera tenté en France. Ne pas oublier que Massu est dans le nord avec des parachutistes. Qu'on parle de ramener des flics qui en Algérie on fait preuve de leur complicité avec les activistes.

Elle a voulu aussi faire toucher du doigt la responsabilité de ceux qui s'opposent à l'unité sans exclusive, faire davantage sentir à ceux qui disent « attendons le coup de force, que le danger est imminent ».

Elle insiste sur la nécessité du front syndical commun, soit à l'échelon départemental ou fédéral mais surtout en bas dans les entreprises.

Mais tenant compte des manœuvres c'est pas suffisant, il faut que se constituent dans les entreprises des comités antifascistes très larges.

Voir même par ateliers, par localités.

Ça n'est que dans la mesure où ces comités existeront que nous empêcherons les manœuvres des autres, de FO et la CFTC.

C'est pas pour rien qu'ils y sont opposés, ça leur permet à tout moment de changer de position, d'attendre.

Ça ne sera pas simple, il faut d'abord que nous nous en soyons convaincu, que c'est que dans la mesure où des adhérents d'autres syndicats, de membres de partis politiques différents auront constitué de tels comités dans les usines que nous pourrions dénoncer nommément des fascistes si on les connaît, ou réagir à toutes attaques qui pourraient être portées contre :

- des centres de distribution d'électricité
- des communications SNCF ou PTT
- des centres de diffusion de radio.

Ça n'est d'abord que par la défense de ces centres qui seront visés qu'on pourra ainsi paralyser par la grève générale toute activité économique dans le pays.

Cette union sans exclusive, si elle a progressé dans cette dernière période avec la déclaration de Daniel Mayer au congrès de la Ligue des Droits de l'Homme où il disait « il est criminel de lancer quelques exclusives que ce soit dans la lutte contre le fascisme ».

Avec la prise de position de certains militants de FO.

La déclaration de Jean-Paul Sartre au parlement du Front unique contre le fascisme, il dit « mais il ne peut être question d'une telle efficacité si l'on ignore le Parti communiste français sans lequel l'union de la gauche est voué à la paralysie ».

Il y'a dans certains départements des progrès importants, les camarades nous disaient à Lyon que dans les Bouches-du-Rhône des rencontres avaient eu lieu entre les secrétariats du PC et de la SFIO.

Si des progrès sont enregistrés dans certains secteurs il ne faut pas se cacher que des réunions ont eu lieu entre FO, la CFTC, le PSU et la SFIO pour essayer de mettre en place des groupes de soi-disant autodéfense.

Ces grenouillages n'ont du reste pour le moment pas abouti, mais ils visent à évincer des discussions, la CGT et le Parti communiste, à en faire une force d'appoint qui le moment venu leur prêterait main forte.

L'objectif de la CGT avec les comités antifascistes dans les usines, et le front syndical commun permettrait de déclencher l'action des masses à tout moment et dans le secteur où se préciserait une attaque des fascistes sur un objectif déterminé.

Elle insiste aussi dans ce communiqué pour que les militants, où qu'ils se trouvent soient amenés à réagir d'eux même à tout coup de force par l'arrêt de travail au cas où les communications soient coupées (PTT, radio, et autres...).

Tenant compte de cette situation je pense qu'il est indispensable :

1. De faire connaître le communiqué à l'ensemble des travailleurs. Que les gros syndicats qui ont les moyens matériels le tirent et que les UL et l'UD en tirent pour les autres syndicats.
2. De réunir les militants dans toutes les unions locales pour discuter où doivent dans l'immédiat porter nos efforts pour la constitution des comités.
3. De discuter dans la semaine avec les militants de la SNCF, des PTT, d'EDF, c'est un secteur où l'on doit être vigilant.
4. De prendre l'initiative dans les localités importantes de constituer un comité antifasciste avec les syndicats qui y viendront, les partis politiques. De maintenir ces contacts en examinant l'action qu'on peut y mener.
5. D'examiner en secrétariat les dispositions matérielles qu'on pourrait être amenés à prendre.
Soit pour se réunir, soit pour tirer du matériel ; à un certain endroit on a fauché des postes émetteurs mais aussi des Ronéos, et des machines à écrire, je crois donc qu'il faut être vigilant.

C'est là les propositions que je fais, elles n'ont pas été discuté en secrétariat, il faudra donc les uns et les autres donner votre avis et fixer les dates pour ces réunions.

Il est certain que le problème du fascisme et de l'Algérie ont fait passer au second plan le problème de Berlin et de l'Allemagne.

[...]

Voilà camarades en ce début 1962, les tâches qui nous attendent, elles sont multiples et nombreuses nous avons pour les mener à bien plusieurs centaines de militants dans les entreprises.

Nous avons aussi les milliers de travailleurs qui nous font confiance et qui à notre appel à plusieurs ont agi pour les revendications, la Paix en Algérie contre l'OAS.

Des tâches plus dures encore nous attendent dans les jours qui viennent, la CGT et tous ses militants se doivent d'y faire honneur.

C'est donc un effort accru que nous vous demandons d'accomplir dans vos usines et chantiers

- pour montrer la gravité de la situation
- pour dénoncer les manœuvres des autres

- pour rassembler toujours en plus grand nombre les républicains qui veulent en finir de la terreur des crimes commis par l'OAS.

C'est un travail d'explication important qu'il faut entreprendre, et vaincre les incompréhensions de certains.

Ça dépend de nous de prendre l'initiative dans toutes les entreprises pour constituer de larges comités antifascistes seuls capables d'entraîner les masses à l'action.

POUR LA PAIX EN ALGERIE !

CONTRE LE FASCIME !

POUR LA RENOVATION DE LA DEMOCRATIE !

Compte rendu de la CA en annexe 2

Ce que disait Raymond Rochaix en ouverture de la Commission Administrative de l'UD le 25 février 1962.

Document manuscrit de 38 pages dont on a extrait les pages 1 à 22 car traitant de la situation en Algérie (et en France) suite à la manifestation de Charonne pour la Paix en Algérie.

La dernière période se caractérise avant tout par le développement de la lutte antifasciste et l'unité d'action des forces démocratiques.

Depuis décembre les manifestations et grèves se sont multipliées, l'opposition au fascisme de l'OAS est accrue dans l'ensemble du pays.

Malgré les déclarations gouvernementales le peuple, la classe ouvrière a pris conscience que pour barrer la route au fascisme elle ne peut et ne doit compter que sur ses propres forces pour en conjurer le péril. De G. a prétendu dans son dernier discours qu'il avait pris toutes les mesures qu'il fallait pour mettre à la raison les activistes, mais les faits contredisent ces affirmations aussi bien pour le passé que pour le présent.

Chacun sait par exemple que le putsch militaire d'avril 1961 a pu être organisé sans que le gouvernement n'ait pris la moindre mesure pour le prévenir, et qu'après son effondrement provoqué par la résistance du peuple, et des soldats du contingent, le pouvoir a continué à laisser s'organiser les factieux.

Alors qu'il fallait châtier les coupables, épurer l'armée et la police et conclure immédiatement la paix, de G s'est servi de l'article 16 à l'époque pour interdire les manifestations populaires.

Dans cette dernière période le pouvoir s'est un peu plus démasqué avec son attitude hostile à l'égard des manifestations anti OAS.

Le 7 février à la suite de douze attentats criminels commis par l'OAS, le gouvernement au lieu de rechercher et de châtier les coupables a fait matraquer sauvagement les antifascistes qui le lendemain manifestaient pour protester contre ces nouveaux crimes.

Huit français, huit membres de la CGT sont tombés au cours de ces manifestations, non pas sous les coups de membres de l'OAS qu'ils étaient venus dénoncer

publiquement mais victimes de certaines forces de police mobilisées massivement pour tenter d'étouffer la voix des démocrates et des républicains.

Cette agression délibérée du gouvernement et de sa police, la violence déployée montre qu'il existe une collusion de fait entre les fascistes de l'OAS et le gouvernement en particulier avec certains ministres comme FREY et DEBRE qui ne l'oublions pas sont des dirigeants de l'UNR, le parti de de Gaulle.

En faisant verser le sang de la classe ouvrière, le pouvoir a agi à l'instar des pires gouvernements de réaction et de fascisme.

Le ministre de l'intérieur FREY a tenté de justifier la répression meurtrière qu'il a ordonnée le 8 février en se livrant à une grossière diversion anticommuniste.

A l'entendre la manifestation du 8 était composée de groupes d'émeutiers de commandos communistes. C'est ces mêmes commandos qui se seraient attaqués à la police, alors que chacun sait des déclarations qui ont été faites que la manifestation s'était déroulée dans le calme, que c'est au moment de la dislocation que les brigades spéciales de police se sont acharnées sur les manifestants.

C'est pour masquer le tragique bilan de son agression, pour détourner l'indignation qu'elle soulève, que le gouvernement tente de renverser les rôles et de se décharger de ses responsabilités sur le dos de ses victimes.

Ils se livrent pour cela à nouveau à des manœuvres sordides de division en utilisant l'arme empoisonnée de l'anticommunisme.

La manifestation du 8 février est et restera une manifestation unitaire des travailleurs et des démocrates, toutes ces organisations ont du reste par des témoignages précis dénoncé ces misérables tentatives de diversion.

La manifestation du 8 était l'œuvre commune d'organisations syndicales et politiques de différentes tendances.

Elle était l'expression de la volonté d'une masse de simple gens qui ne veulent pas se laisser assassiner chez eux par les bandits de l'OAS contre qui le pouvoir se refuse à prendre les mesures qui s'imposent.

Le ministre de l'intérieur évalue à 5000 les attentats de l'OAS en Algérie, à 657 en France en dix mois.

Attentats qui ont fait 45 tués, chiffre qui apparaît dérisoire pour le ministre. Pour réprimer cette activité criminelle, le ministre parle d'internement administratif d'où ils auront la toute possibilité pour s'évader comme ça a été le cas il y'a quelques jours au camp de ?? « L'Ardoise ».

La CGT a dénoncé comme il se doit les responsables de cette sanglante répression, c'est le pouvoir qui porte l'entière responsabilité de ces évènements tragiques.

C'est lui qui interdit les manifestations républicaines, et a fait intervenir avec férocité contre elles les forces de répression, comprenant entre autre des CRS recrutés en Algérie et des compagnies spéciales de la police parisienne, alors que les fascistes poursuivaient en toute sécurité leurs activités criminelles puisqu'il y eut douze attentats cette même nuit.

On peut dire maintenant que l'anticommunisme distillé par les représentants du gouvernement cette fois n'a pas payé.

Des millions de travailleurs ont dans le calme, les jours qui ont suivi manifesté leur ferme volonté de s'opposer au fascisme, d'exiger du pouvoir la condamnation des fascistes de l'OAS.

Dans cette bataille la CGT a joué un rôle déterminant dès que fût connu le crime, la CGT a appelé à faire des obsèques nationales aux victimes, alors que les dirigeants des autres organisations FO et CFTC essayaient d'en limiter la portée par un arrêt de travail d'un quart d'heure le 12 février.

Grace à la fermeté de la CGT la volonté d'union en bas s'est renforcée, leurs manœuvres ont été déjouées.

Et le gouvernement n'a pu empêcher les obsèques grandioses qui ont eu lieu le 13 février avec un arrêt national de travail d'une ampleur jamais égalée, des statistiques ministérielles ont parlé de 60 à 80% de grévistes.

Et contrairement aux autres arrêts, lors du putsch d'Alger, où l'on pouvait interpréter l'arrêt comme un soutien à De G, c'était tout à fait l'inverse cette fois, c'est contre la répression du régime que se sont élevés les grévistes.

L'audience de la CGT, son influence a grandi dans cette dernière période, ainsi que la volonté d'union des masses ouvrières.

Sur le plan départemental je pense qu'il est bon d'examiner notre comportement à seule fin de rectifier les erreurs et d'être à l'avenir plus offensifs.

En Savoie nous avons une manifestation prévue à Chambéry dans le cadre de la semaine d'action du Mouvement de la Paix pour le lundi 12 février, nous avons donc pensé au départ qu'il n'était pas possible de réagir plus tôt, ou qu'alors, on risquait de diminuer l'importance de la manifestation prévue.

Si nous pouvons nous féliciter de cette manifestation qui a été un succès, la presse a parlé de 4000 manifestants, il y'en avait certainement plus de 5000. Si nous pouvons nous féliciter de ce qui a été dit par les différentes organisations syndicales et le

Mouvement de la Paix admis par celles-ci comme partie prenante, après ce qui a été réalisé ailleurs il faut reconnaître que nous avons été en retrait et qu'il était possible de faire mieux.

L'erreur à notre avis est d'avoir été obnubilés par la manifestation de lundi et de n'avoir de ce fait pas engagé les travailleurs à réagir de suite.

C'était possible dans ce but nous avons téléphoné à un certain nombre de boîtes pour qu'une prise de parole, un arrêt de travail soit envisagé.

Je dois dire qu'à notre connaissance il y'a eu très peu d'initiative dans ce sens alors qu'existaient les possibilités, à Chambéry le problème a été posé chez les municipaux et il a été relativement facile, au dire des camarades de faire arrêter le travail une heure suivi pratiquement à 100% dans les services où le problème a été posé.

Si l'on avait été sur cette optique je pense qu'il était possible à Chambéry, avec quelques prises de parole à la sortie des boîtes de rassembler dès le vendredi soir un millier de travailleurs qu'à l'appel de la CGT.

Le lendemain, des contacts ont été pris avec les autres organisations pour l'organisation de la manifestation du 12 à Chambéry et du débrayage ce jour-là sur le plan départemental (la CGT pour empêcher la division appelait à participer au débrayage du 12).

Et en plus appelait à assurer par un débrayage le succès de l'arrêt du travail le jour des obsèques, tenant compte de ce qui était prévu en Savoie à Chambéry l'arrêt du soir, il fallait certes adapter la durée des débrayages.

C'est si rare qu'à EDF l'on a appelé à un arrêt de deux heures ce qui était bien, qu'aux cheminots on s'en est tenu à l'arrêt de quatre heures de la fédération, dans les usines il y a eu des inégalités.

Plus de 20.000 travailleurs ont certes participé soit le lundi soir, soit le mardi aux débrayages et manifestations prévues mais ça a été, à notre avis faible pour le jour des obsèques.

Vous aviez pourtant la possibilité d'y entraîner la CFTC qui, avec nous appelait dans la presse à débrayer le jour des obsèques.

Le tract commun a peut être semé un peu la confusion, à l'origine il devait appeler à un débrayage pour le jour des obsèques, au moment où il a été fait on pensait qu'elles auraient lieu le lundi, ne sachant pas l'heure on n'en n'a pas mis, il aurait certes été préférable d'attendre mais l'on n'aurait peut être pas eu la possibilité de vous envoyer du matériel, pas le temps de tirer un tract.

Partout ou je suis pour ma part passé, j'ai insisté pour qu'il y ait quelque chose de fait pour le mardi.

Certains ont suivi : Pomblières, Briançon, Saint Michel, 2 débrayages, 2 manifestations, le pourcentage de grévistes montre que les travailleurs étaient d'accord et qu'on pouvait y entraîner les autres mais il fallait surtout que nos militants soient plus audacieux, je pense que c'est valable pour Chambéry ou un rassemblement aurait pu se faire le mardi matin.

Un des enseignements que l'on peut tirer, c'est que très peu de syndicats se préoccupent de ce qu'il faut faire, si à l'UD pendant 5 à 6 jours l'on a été mobilisés jour et nuit dans l'attente de communiqué de la CGT, on a l'impression qu'en bas l'on était détendus ; on a eu 5 coups de téléphone et 2 syndicats qui sont descendus à Chambéry voir ce qu'il fallait faire.

C'est quand même pas tellement sérieux et si demain il fallait faire face à un coup dur, et paralyser la vie économique dans le pays, j'ai l'impression qu'il faudra descendre dans les syndicats car l'on hésiterait à en prendre l'initiative.

Il est à noter que dans toutes les manifestations qui ont eu lieu du vendredi soir à Albertville au mardi soir à St Michel de Maurienne, partout on a vu une forte participation de jeunes, de femmes, de têtes nouvelles, de gens loin de nous, ce qui montre les changements intervenus, la volonté des masses toujours plus grandes de barrer la route au fascisme.

Il est indispensable de discuter de ces faiblesses car nous risquons, dans les jours qui viennent d'être à nouveau obligés de faire face à une situation similaire.

Vous n'ignorez pas qu'il est fort possible sinon probable, que soit rendu public très bientôt, au début de la semaine (le texte) de l'accord qui serait intervenu entre le gouvernement français et le GPRA.

Le Conseil National de la Révolution Algérienne discute actuellement des propositions françaises, si elles sont acceptables, un accord interviendra.

C'est là un événement politique d'une grande portée nationale et internationale.

Si l'accord est signé, la CGT sera la première à se réjouir, cette signature sera l'aboutissement de la lutte héroïque du peuple algérien soutenu par l'opinion internationale et notamment par l'action de masse en France, que la CGT a tant contribué à créer, à impulser, à développer dès le début du conflit.

C'est et ce sera une grande victoire sur les forces rétrogrades, colonialistes, tout naturellement sur les Ultras, mais aussi sur le pouvoir gaulliste qui a poursuivi cette guerre pendant 4 ans.

Ce qu'il ne faudra pas manquer de souligner, c'est que le pouvoir gaulliste a dû reculer sur la question fondamentale.

« L'indépendance de l'Algérie » revendication que la CGT a appuyée dès le premier jour de cette guerre.

Il conviendra sur ce point d'exalter notre lutte durant 7 ans et demi, lutte pas toujours facile comme on a pu le constater à de multiples reprises, mais là encore nos explications ont permis à la longue d'entraîner la masse du peuple français à l'action.

Le pouvoir gaulliste, sa presse, sa radio ne vont pas manquer d'essayer de redorer le blason à De G, de faire apparaître que c'est grâce à lui si le problème est réglé.

Il nous faudra là encore donner des explications, et rappeler les faits, que le pouvoir gaulliste est issu du putsch d'Alger en 1958.

Qu'à Mostaganem à l'époque de Gaulle parlait de « l'Algérie Française ».

Que 2 ans plus tard sous la poussée des masses il disait « l'Algérie Algérienne est en marche ». Le général De G qui en avril 1959 disait du GPRA « je n'ai pas à reconnaître cette organisation, elle ne représente pas l'Algérie et pas même les musulmans d'Algérie. » ne prévoyait pas qu'il serait contraint d'engager avec le même GPRA la négociation actuelle.

A plusieurs reprises aussi n'a-t-il pas déclaré « pour qui me prennent-ils ceux qui s'imaginent que je pourrais conférer avec les chefs de la rébellion tant que les (meurtres) continuent ? ».

De Gaulle prétendait forcer l'Histoire. L'Histoire l'a forcé de reculer. C'est la lutte du peuple Algérien, l'action des masses populaires qui ont contraint De G à engager des négociations.

Il convient donc en tout premier lieu, de souligner ce grand succès, en opposition avec la politique du pouvoir gaulliste, en opposition aux forces Ultras, OAS et organisations factieuses de tous ordres.

Il ne fait pas de doute qu'un tel accord serait accueilli avec soulagement par la masse du peuple. Toutefois tenant compte qu'à plusieurs reprises les espoirs des travailleurs ont été déçus (Melun, Evian, Lugrin).

L'action et la pression des masses ouvrières doivent se renforcer pour que rien ne puisse retarder la signature de cet accord, et la fin des hostilités tant attendues.

De plus les forces colonialistes et fascistes, les aventuriers de l'OAS avec les complicités dont ils disposent dans l'armée et l'appareil d'Etat, ont tenté de mettre

tout en œuvre pour retarder cette signature, et si l'accord est signé, ils essaieront d'en empêcher l'application.

Là encore l'action populaire sera déterminante pour faire appliquer et respecter les accords.

Il ne fait pas de doute que si l'accord est signé que l'OAS, les activistes vont se manifester avec plus de force en Algérie et en France.

En Algérie ces jours les attentats et crimes se multiplient, dans une note secrète publiée dans certains journaux « SALAN ordonne à ses tueurs d'intensifier leurs crimes ».

La CGT dans une note adressée aux U.D nous demande non seulement de renforcer la vigilance mais d'être prêts à répondre à toute nouvelle tentative des factieux.

Cette note rappelle notamment « à l'application de l'accord par le pouvoir gaulliste il faut avoir en vue que les forces hostiles à cet accord peuvent manœuvrer voire même déclencher des opérations générales où des opérations particulières tant en Algérie qu'en France. Nous vous demandons de vous considérer en état d'alerte tous les jours et notamment samedi et dimanche (il s'attendait à ce que ce soit plus rapide). La note insiste également pour que tous les militants, soit attentifs aux informations de radio et de presse. D'assurer dans cette période la garde des locaux, c'est ce qui est fait à l'U.D et nous demandons aux militants de la CA de nous trouver dans leur secteur six gars par nuits.

La CGT rappelle qu'en cas de coup dur, il faut s'en tenir à la déclaration qu'elle a faite le dix janvier, qui préconise la grève générale pour couper toute activité économique dans le pays. »

C'était également dans les termes de l'appel lancé le 30 juin par les quatre organisations syndicales, ce qui permet en cas de putsch l'union entre les organisations syndicales

- Soit à l'échelon départemental
- Soit à l'échelle des entreprises.

Je pense qu'il faut surtout voir l'union en bas car au sommet toutes tentatives de division ne sont pas abandonnées, c'est ainsi que la FEN et FO appellent à la vigilance dans le cadre des organisations syndicales dites libres.

Que la CFTC a refusé de s'associer jugeant peut-être que devant le danger fasciste ça n'était pas sérieux de vouloir évincer la CGT.

Ce que nous vous préconisons c'est qu'en bas dans les entreprises, des contacts soient pris là où ils existent (FO ou CFTC) pour examiner les moyens à envisager pour faire face à tout coup de force.

Dans ce but aussi nous devons renforcer où ils existent les comités antifascistes et en constituer dans les autres entreprises.

Ne pas perdre de vue qu'on peut momentanément être coupé soit sur le plan national que départemental, qu'il appartiendra donc à nos syndicats de prendre en main les initiatives allant dans la direction du communiqué de la CGT du 10 janvier.

Sans sous-estimer le danger fasciste nous pouvons quand même dire qu'après les manifestations des 9, 12, et 13 février en France l'OAS n'a pas en France de base de masse, que les attentats et crimes qui ont été commis ont suscité la réprobation massive de toute la population.

Certes l'OAS a des complicités dans l'armée, dans les rouages du pouvoir, mais nous pouvons avec l'appui de la classe ouvrière faire face victorieusement aux factieux, et barrer la route au fascisme ? Ça dépend de nous, des efforts que nous ferons dans les entreprises pour dénoncer l'OAS et ses membres lorsqu'ils sont connus.

Pour renforcer cette lutte, le bureau confédéral avait décidé d'y consacrer un numéro de la VO, le numéro de la semaine dernière qui a été tiré sur le plan national à plus de 500 000 exemplaires.

Nous avons réussi en Savoie à en diffuser 2400 exemplaires de plus ce qui est bien, nous avons certes eu des inégalités, des syndicats qui ont fait peu ou pas d'effort pour en passer un numéro de plus, c'est là une erreur.

Car la diffusion massive de ce numéro comme on l'a fait à Pomblières, Moutiers permet aux travailleurs d'y voir plus clair, de savoir ce qu'est l'OAS, quels sont ses objectifs.

En définitive dans ces entreprises il doit être plus facile demain à mobiliser les travailleurs contre les factieux, pour la défense des libertés, qu'ailleurs, où ces explications n'ont pas été données.

Cette diffusion massive de la VO en Savoie montre aussi que nous avons la possibilité d'en diffuser d'avantage.

Dans toutes les entreprises de créer de nouveaux centres où la diffusion a été organisée à cette occasion pour la première fois.

Mais là encore ça dépend de nos sections syndicales, c'est un travail d'organisation qu'il faut solutionner à l'entreprise.

Si nos syndicats ont dans toute cette dernière période manifesté une activité intense

- Pour la défense des libertés
- Contre l'OAS
- Pour activer la paix en Algérie

Ça s'est réalisé un peu au détriment de la défense des revendications économiques de la classe ouvrière.

On peut néanmoins dire que si le problème Algérien était réglé, ça nous ouvrirait d'autres perspectives pour la satisfaction de nos revendications.

Compte rendu de la CA en annexe 3

Ce que disait Raymond Rochaix en ouverture de la Commission Administrative de l'UD le 24 juin 1962.

Document manuscrit de 52 pages dont on a extrait les pages 35 à 42 car traitant de la situation en Algérie (et en France) suite aux accords d'Evian mettant fin à la Guerre d'Algérie.

Sur le deuxième point :

La Paix en Algérie par l'application des accords d'Evian, et notre action contre le fascisme la situation reste confuse.

L'OAS encouragée par le verdict du procès SALAN a poursuivi en Algérie ses crimes et destructions, c'est pas les quelques arrestations spectaculaires qui ont démembré réellement l'OAS.

Elle reste encouragée par la clémence du pouvoir et surtout par le chantage qu'elle peut exercer contre certains membres du gouvernement accusés de duplicité.

L'incapacité dont a fait preuve le pouvoir pour mettre à la raison les fascistes tant en métropole qu'en Algérie a amené l'exécutif provisoire à négocier avec des dirigeants de l'OAS.

C'est dans le cadre des accords d'Evian que des algériens d'origine européenne ont été conviés une fois de plus à participer par le docteur Chawki Mostefaï à la construction de l'Algérie nouvelle.

De ce point de vue, il est évident que les dirigeants de l'OAS ont dû tempérer leurs exigences d'antan.

Ils ont été contraints non seulement de mettre au vestiaire le slogan de l'Algérie Française, mais aussi de reconnaître l'indépendance de l'Algérie, alors qu'ils avaient juré à maintes reprises que jamais ils ne se résigneraient à une telle extrémité.

En revanche, ils ont obtenu la promesse d'une amnistie pour tous les crimes qu'ils ont commis.

Autrement dit si l'OAS qui est manifestement divisée, et en perte de vitesse « la masse ne suivant plus ses ordres » a été amenée dans certains secteurs comme Alger à donner l'ordre de cesser les attentats ; ses chefs ont obtenu en revanche un succès tactique en se faisant reconnaître comme des interlocuteurs qualifiés, représentatifs d'une partie de la population européenne en Algérie.

On peut certes se réjouir de cet aspect des choses, du calme relatif qui règne à Alger.

L'organisation terroriste a été contrainte à un recul mais elle sauve la face ce qui n'est pas sans danger pour l'avenir.

Il est évident que la responsabilité de cette situation incombe essentiellement au pouvoir.

Alors qu'il disposait pour cela de tous les moyens nécessaires De Gaulle n'a rien fait pour liquider l'OAS.

C'est la carence voulue des autorités gaullistes qui a permis au chef des tireurs de conserver des moyens considérables et de revendiquer aujourd'hui le titre d'interlocuteurs valables.

Il apparaît avec toujours plus de clarté que De G s'est servi de l'OAS comme d'une masse de manœuvre contre le mouvement national algérien et qu'il n'a pas renoncé à l'utiliser éventuellement demain contre le mouvement démocratique en France.

Ce qui signifie que la menace fasciste n'a pas disparu pour autant même après la décision de l'OAS d'Alger de suspendre les attentats ailleurs ça continue et c'est si vrai qu'en France ces derniers jours les attentats reprennent : quatre vendredi à Paris et un démocrate assassiné.

Pas perdre de vue non plus que l'accord intervenu à Alger pour permettre au régime d'amnistier les fascistes, pas pour rien qu'il y'a en l'appel de Salan (que la presse et la radio invite pour obtenir ???).

Ça veut dire que notre action pour imposer les accords d'Evian, la mise à la raison des fascistes doit se poursuivre.

A Paris la CGT vient de recevoir de nouvelles lettres de menaces. Pas exclu là non plus que les fascistes profitent de la période de vacances pour multiplier dans la métropole leurs attentats.

Dans cette lutte contre le danger fasciste il faut faire plus, les travailleurs ont certes été démobilisés par les louvoiements du pouvoir mais je ne pense pas que c'est l'essentiel.

La difficulté c'est de mener de pair, l'action pour les revendications avec les autres FO et la CFTC et d'agir en même temps contre le danger fasciste.

Pour exécution de JOUHAUX et SALAN c'est vrai que les autres sont démobilisés sur ces problèmes, nos camarades l'ont constaté, à Chambéry lors de la préparation du meeting où seule la CGT a participé en tant qu'organisation syndicale.

Pour mener à bien cette action il ne faut pas perdre de vue que les accords d'Évian qui concrétiseront bientôt l'indépendance du peuple algérien n'ont été possibles que par l'action des masses.

Qu'il sera donc possible demain de barrer la route au fascisme, d'imposer la mise à la raison de l'OAS que si notre action se développe dans les entreprises soit avec le syndicat, les comités antifascistes où ils existent.

Dans le cadre du problème algérien un autre problème se pose : il s'agit des rapatriés d'Algérie.

S'il y a dans les rapatriés d'Algérie des fascistes, nous ne devons pas perdre de vue qu'il y a des travailleurs qui trompés ont pu à un moment donné être contraints à faire partie de l'OAS.

Notre intérêt n'est pas de les rejeter dans les bras des réactionnaires mais de les aider à solutionner les problèmes qui les préoccupent.

Dans ce but la CGT a publié le communiqué suivant : « communiqué courrier confédéral 71 ».

Nous avons d'autre part envoyé dans les UL les textes et décrets qui sont sortis concernant les rapatriés, vous pouvez si vous en avez besoin vous les procurer.

Compte rendu de la CA en annexe 4

Ce que disait Raymond Rochaix en ouverture de la Commission Administrative de l'UD le 9 septembre 1962.

Document manuscrit de 46 pages dont on a extrait les pages 23 à 28 car traitant de la situation en Algérie (et en France) suite aux accords d'Evian mettant fin à la Guerre d'Algérie.

Sur le problème algérien et les activités de l'OAS :

Quelles que soient les péripéties que connaît ou connaîtra le peuple Algérien, il est un fait historique, c'est qu'après la signature des Accords d'Evian, imposée au pouvoir gaulliste, la date du 1^{er} juillet 1962 marquera l'indépendance de l'Algérie.

Il ne fait pas de doute que le passage de l'Etat colonial, un des plus lourds, des plus cruels de l'Afrique à celui d'un Etat national ne saurait se faire suivant un canevas préétabli et sans grincements.

C'est vrai qu'il y a des divergences au sein du Mouvement de Libération Nationale.

Elles portent notamment, on le sait sur le contenu du régime politique économique et social de l'Algérie indépendante, sur ses institutions représentatives, sur l'ampleur de la réforme agraire.

Il y a là certains aspects des antagonismes de classe qui subsistent en Algérie.

Et puis il y a cette sorte de contre révolution cristallisée par les fascistes de l'OAS qui ne manquera pas de se manifester ainsi que le néocolonialisme et l'impérialisme.

Mais le peuple algérien, après sept années de guerre, a donné suffisamment de preuves de sa maturité politique, il n'admettra pas de retour vers le passé.

Si nous avons pu être inquiets ces derniers jours sur les risques de pourrissement de la situation en Algérie, il semble que la voix du peuple doit l'emporter sur les armes.

La décision de la centrale syndicale UGTA avec le concours des étudiants d'appeler les masses populaires à manifester, à imposé, semble t'il un compromis.

Nous ne pouvons que souhaiter au peuple Algérien qu'il consolide cette victoire, et empêche tout rebondissement de la crise, que la parole lui soit donnée rapidement pour l'organisation d'élection libre et démocratique.

En France, cette dernière période a été à nouveau marquée par une recrudescence de l'activité fasciste avec des vols, des crimes, des incendies et attentats dont celui contre le Général De Gaulle.

L'OAS a pu se réorganiser en France sous certaines formes parce que, avant la proclamation de l'indépendance de l'Algérie, le pouvoir gaulliste n'a pas voulu utiliser les moyens dont il disposait pour l'écraser et la détruire définitivement.

C'est grâce à cette politique de complaisance, dont ils bénéficièrent depuis trop longtemps que les dirigeants de l'OAS peuvent aujourd'hui développer leur activité en France.

Leur but ultime ouvertement déclaré n'a pas varié : il s'agit pour eux de provoquer la peur parmi la population, et, à la faveur d'une situation troublée par leurs propres crimes, d'instaurer par la force un régime fasciste déclaré, où régneraient l'assassinat et la torture qui sévissaient à Alger lorsqu'ils faisaient la loi.

Pourquoi alors tant de complaisance, de mansuétude, à l'égard des fascistes alors que ceux-ci n'hésitent pas à s'attaquer au chef de l'état lui-même.

En réalité quelles que soient les divergences politiques et même la haine qui oppose de G aux hommes de l'OAS, il y a toujours chez de G, la préoccupation de pouvoir rallier, les Ultras et ceux qui les suivent dans la lutte contre ce qu'il considère comme le principal adversaire de classe : Le Mouvement ouvrier et démocratique.

C'est ce qui explique que le gouvernement qui a permis à Salan et Jouhaux de sauver leur têtes, n'a rien fait jusqu'ici les membres de l'Etat-major de l'OAS Bidaut et Soustelle qui bénéficient en outre de l'appui de nombreux parlementaires.

C'est aussi ce qui explique que, chaque fois que l'activité fasciste grandit de G et les siens en tirent prétexte pour renforcer le caractère autoritaire du régime et pour relancer leur campagne en faveur du régime présidentiel.

C'est ainsi qu'ils viennent de décider une nouvelle révision de la Constitution ayant pour objet de renforcer le pouvoir présidentiel en abaissant encore davantage l'autorité et le rôle du Parlement et des Assemblées élus.

C'est pourquoi, sur ce problème encore les travailleurs, les démocrates ne peuvent s'en remettre à de G pour liquider l'activité des fascistes, c'est là encore l'action de masse qui seule est déterminante et imposera des changements.

Documents d'archives CGT déchiffrés et rédigés en ce mois de juin 2022 soixantième anniversaire de la fin de la Guerre d'Algérie par les membres de l'IHS CGT Savoie,

Chambéry le 9 juin 2022